



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-39

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 32
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

VOTE :

Pour : 30

Contre : 0

Abstentions : 2

Corinne RAOULT

Sandrine LADISA (pv Corinne
RAOULT)

Présents : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjoints au Maire
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir Nathalie RIBEMONT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
EXCEPTIONNELLE POUR LA REHABILITATION DU
TEMPLE PROTESTANT PATRIMOINE BATI AU
RAINCY**

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Le Conseil presbytéral du temple protestant du Raincy a sollicité la Ville du Raincy, pour une participation financière afin de poursuivre des travaux en cours au temple du Raincy.

Le Conseil presbytéral a ainsi engagé des travaux de réhabilitation de l'édifice pour maintenir vivant un bâtiment qui participe à l'image et à l'histoire de la ville du Raincy. Il s'inscrit dans le patrimoine architectural à protéger et à valoriser.

Pour financer ces travaux, le Conseil presbytéral sollicitera : les fonds propres de la paroisse, la Région Ile-de-France, la Fondation du Patrimoine, les paroissiens ainsi que les 13 communes concernées par le rayonnement du temple.

Il convient de rappeler que les associations culturelles ne peuvent recevoir de subventions de l'Etat ou des collectivités à l'exception des sommes allouées à la réparation des édifices et ouvrages affectés au culte public, qu'ils soient classés ou non.

Accusé de réception en préfecture
N° 2025-06-39
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception en préfecture : 07/07/2025

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'attribuer à l'association cultuelle de l'Eglise protestante unie du Raincy et des environs, une subvention exceptionnelle d'investissement d'un montant de 20 000 €.

VU la Loi n°1114 du 25 décembre 1942 portant modification de la Loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

CONSIDÉRANT la demande d'aide financière présentée par l'association cultuelle de l'Eglise protestante unie du Raincy et des environs.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A LA MAJORITE :

ARTICLE 1 : D'ATTRIBUER une subvention exceptionnelle d'investissement d'un montant de 20 000 € à l'association cultuelle de l'Eglise protestante unie du Raincy et des environs pour contribuer aux travaux temple protestant du Raincy.

ARTICLE 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de subvention d'investissement.

ARTICLE 3 : DE DIRE que ses crédits seront prélevés au Budget 2025 et suivants.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
suscits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire

The image shows a blue ink signature of Jean-Michel Genestier written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DU RAINCY' at the top and 'SEINE-SAINT-DENIS' at the bottom, surrounding a central emblem. A horizontal line is drawn across the bottom of the stamp and signature.

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception en préfecture : 07/07/2025